



ATELIER STRATÉGIQUE ET LE DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Thème
**LES ENJEUX 2026 DU RDUE ET LES
PETITS PRODUCTEURS DE CACAO AU CAMEROUN**

RAPPORT

Version courte

Avec le soutien de



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	2
2- CONSTATS CLÉS DES DISCUSSIONS	3
2.1 La dimension sociale doit être un impératif central du RDUE.....	3
2.2 La vulnérabilité des producteurs fragilise la durabilité économique de la filière cacao	3
2.3 La mise en œuvre du RDUE présente des risques et des opportunités.....	3
2.4 Des efforts accrus sont nécessaires pour rendre durable les chaînes d'approvisionnement de cacao.....	4
3. MESSAGES CLÉS DES TRAVAUX	4
3.1 Au Ministre du commerce	4
3.2 Au Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.....	4
3.3 Au Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières	5
3.4 Aux Partenaires internationaux au développement	5
4.4 Au CICC	5
4.5 Aux Institutions bancaires	5
5. ANNEXES	6

INTRODUCTION

Voice Network, Fern, FGDH et le CED ont organisé, les 28 et 29 janvier 2026, un atelier stratégique des OSC et des petits exploitants de cacao, ainsi qu'une session de dialogue politique de haut niveau avec les pouvoirs publics et les donateurs (Cocoa and Forest Drink). Ont participé à ces travaux 64 personnalités représentant les petits producteurs, les organisations de la société civile, l'administration, les partenaires au développement, le secteur privé, le monde universitaire, les banques et les médias.

L'objectif global de ces travaux était de renforcer la collaboration entre les petits exploitants, la société civile, l'administration et les donateurs sur les enjeux de durabilité de la filière du cacao. Spécifiquement, il s'agissait :

- d'identifier les enjeux de durabilité prioritaires de la filière cacao pour l'année 2026 ;
- de formuler des pistes de solution pour adresser ces enjeux ;
- d'élaborer une stratégie de coopération entre les petits exploitants et les OSC (Fern, FGDH, le Voice Network, etc.) ;
- de renforcer la compréhension mutuelle des enjeux de durabilité de la filière auprès des pouvoirs publics et des donateurs.

Les travaux ont été menés selon une approche participative et progressive, articulée autour de deux étapes complémentaires.

L'atelier participatif a combiné les méthodes suivantes :

- Présentations introductives pour cadrer les enjeux ;
- Présentation des rapports thématiques (Voice Cocoa Network, FGDH, CED, CODED, GDA et SYNAPARCAM) et techniques (EFI et FAO) pour l'identification et l'analyse approfondie des problèmes prioritaires ;
- Travaux en groupes pour l'esquisse des solutions aux problèmes prioritaires identifiés ;
- Travaux de restitution en plénière afin de consolider les messages clés et de définir la stratégie de plaidoyer à mettre en œuvre lors du dialogue politique de haut niveau.

Le dialogue politique a été organisé sous forme de :

- La projection d'un court métrage sur la cacaoculture chez les peuples autochtones ;
- La présentation des rapports d'étude du CED et de FGDH ;
- La présentation des messages clés issus de l'atelier ;
- Des discussions ouvertes permettant de recueillir les réactions, les engagements et les perspectives d'appui.

À l'issue des travaux, les participants ont dressé des constats.

2- CONSTATS CLÉS DES DISCUSSIONS

Quatre constats clés émergent des discussions :

2.1| La dimension sociale doit être un impératif central du RDUE

Les participants ont souligné qu'une chaîne de valeur « zéro déforestation » reposant sur l'exploitation de la main-d'œuvre est incompatible avec les droits humains. Le Règlement (UE) 2023/1115 ne doit donc pas être appréhendé comme un simple instrument technique de traçabilité, mais comme un enjeu fondamentalement social.

Sans intégration explicite de la dimension sociale, une application stricte du règlement risque de fragiliser davantage les près de 600 000 producteurs de cacao au Cameroun. Les femmes et les peuples autochtones, déjà confrontés à des discriminations persistantes et à des violations de leurs droits fondamentaux, pourraient être encore davantage exposés.

Il ressort ainsi qu'une action concertée entre les pouvoirs publics, les organisations de producteurs, la société civile et les acteurs privés est indispensable pour garantir que la mise en œuvre du RDUE renforce – et non affaiblisse – la résilience sociale des communautés productrices.

2.2| La vulnérabilité des producteurs fragilise la durabilité économique de la filière cacao

Les discussions ont établi un lien direct entre la durabilité environnementale et la viabilité économique. La vulnérabilité structurelle des petits producteurs constitue un enjeu prioritaire pour la durabilité des chaînes d'approvisionnement du cacao.

La question des prix ne peut être dissociée de celle de la durabilité. La stabilité des prix contribue au bien-être des producteurs, tandis que le cacao de qualité leur permet d'obtenir une rémunération plus élevée. Toutefois, la hausse des prix peut également encourager l'expansion des plantations et, dans certains cas, favoriser la déforestation.

Ainsi, l'équilibre entre incitations économiques, stabilité des revenus et protection des forêts demeure un défi central.

2.3| La mise en œuvre du RDUE présente des risques et des opportunités

Au Cameroun, la mise en œuvre du règlement présente à la fois des risques pour les petits producteurs et des opportunités d'amélioration du système de gouvernance national. Il revient aux producteurs et aux organisations de la société civile d'influencer l'orientation de ce processus afin qu'il serve prioritairement leurs intérêts.

Les actions de mise en œuvre doivent être ciblées et adaptées aux réalités locales. La faible structuration des producteurs en coopératives accroît leur exposition au risque de non-conformité au RDUE et limite leur capacité à satisfaire aux exigences de traçabilité.

2.4| Des efforts accrus sont nécessaires pour rendre durable les chaînes d'approvisionnement de cacao

Les participants ont relevé que les efforts de durabilité des industries du cacao opérant au Cameroun se sont intensifiés ces dernières années, mais qu'ils portent principalement sur les chaînes d'approvisionnement directes. L'approvisionnement indirect demeure largement non contrôlé et constitue une zone à risque où la déforestation peut se poursuivre.

Par ailleurs, le transit illégal de cacao congolais via la République démocratique du Congo et le Cameroun entraîne des pertes fiscales pour les États concernés et accroît les risques de non-conformité au RDUE.

Les échanges ont mis en évidence que la réussite du RDUE dans la filière du cacao ne dépend pas uniquement de la conformité environnementale, mais aussi d'une approche intégrée combinant justice sociale, structuration des producteurs, gouvernance renforcée, traçabilité complète et stabilité économique. Sans cette approche holistique, les objectifs de durabilité risquent de demeurer partiels et inévitables.

À partir de ces constats, des messages clés ont été adressés à des publics ciblés.

3. MESSAGES CLES DES TRAVAUX

Les messages clés issus des travaux étaient adressés par cible :

3.1| Au Ministre du commerce

- Réguler le marché en instaurant un prix plancher et en renforçant le contrôle des prix, notamment dans les zones reculées.
- Améliorer l'accès à l'information sur les prix.
- Renforcer les capacités des petits producteurs en matière de compréhension des mécanismes de fixation des prix.
- Introduire une ristourne pour tous les petits producteurs de cacao, en fonction des volumes vendus.
- Rendre effectif le versement intégral de la prime de qualité aux bénéficiaires.
- Assainir le circuit de commercialisation du cacao en excluant les acheteurs illégaux.
- Inciter les producteurs à effectuer des ventes groupées.

3.2| Au Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

- Renforcer les capacités des petits producteurs dans la production du cacao de qualité (subvention pour les produits phytosanitaires, la distribution des semences améliorées, la dotation des coopératives en magasins)

- Améliorer la supervision des coopératives en matière de bonne gouvernance.
- Améliorer la communication avec les producteurs concernant le calendrier agricole.
- Valoriser les produits de la recherche agricole.
- Promouvoir la cacaoculture féminine.
- Appui et accompagnement des peuples autochtones dans leurs activités agricoles en vue de leur autonomisation.

3.3| Au Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières

- Assurer que les Peuples Autochtones disposent de terres cartographiées pour leurs activités agricoles.
- Faciliter les procédures de sécurisation des terres par les couches vulnérables (les petits producteurs, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones).
- Faciliter l'obtention du certificat des droits fonciers coutumiers administrativement reconnus aux petits producteurs

3.4| Aux Partenaires internationaux au développement

- Soutenir l'État du Cameroun et les acteurs clés pour la transition vers un cacao durable
- Soutenir la transformation locale du cacao.
- Accorder des concours financiers aux programmes et aux projets de soutien aux petits producteurs de cacao.
- Soutenir les programmes de révision des modèles économiques des sociétés coopératives.
- Appuyer les États dans la mise en œuvre d'une taxe à l'exportation sur le cacao.

4.4| Au CICC

- Vulgariser l'installation des centres d'excellence dans tous les bassins de production.
- Permettre aux producteurs d'accéder aux données de géolocalisation de leurs parcelles.

4.5| Aux Institutions bancaires

- Faciliter l'accès au crédit pour les petits producteurs.
- Accompagner les coopératives pour financer les petits producteurs.

5. ANNEXES

- Liste de présence atelier stratégique
- Liste de présence dialogue politique de haut niveau
- [Présentations thématiques et techniques](#) (sur Google drive)
- [Photos](#) (sur Google drive)
- [Vidéos](#) (sur Youtube)
- [Rapport sur le cacao et les femmes](#) (sur le site du Centre pour l'Environnement et le Développement - CED)
- [Baromètre 2025 du cacao](#) (sur le site de Voice Cocoa Network)

ATELIER STRATÉGIQUE SUR LES ENJEUX 2026 DU RDUE ET LES PETITS PRODUCTEURS DE CACAO AU CAMEROUN

Merci



Merci

DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

SUR LES ENJEUX 2026 DU RDUE ET LES
PETITS PRODUCTEURS DE CACAO AU CAMEROUN

